Postface : au cœur de l'industrialisation de la construction

Cédric Humair

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edl/243>

DOI : 10.4000/edl.243

ISSN : 2296-5084

Éditeur

Université de Lausanne

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2010

Pagination : 241-250

ISBN : 978-2-940331-24-6

ISSN : 0014-2026

Référence électronique

Cédric Humair, « Postface : au cœur de l'industrialisation de la construction », *Études de lettres* [En ligne], 4 | 2010, mis en ligne le 15 décembre 2013, consulté le 19 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/edl/243> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/edl.243>

POSTFACE
AU CŒUR DE L'INDUSTRIALISATION
DE LA CONSTRUCTION

La liberté n'est pas un droit, mais un devoir.

Nicolas Berdiaiev (1874-1948)

Tout créateur vivant de sa production, qu'il soit architecte, peintre, sculpteur ou encore écrivain, a un jour ou l'autre été confronté aux contraintes imposées par le marché et, par conséquent, à une aliénation relative de sa liberté d'artiste. La production de l'architecte ayant une double dimension esthétique et utilitaire, son activité s'inscrit de manière particulière dans le rapport qui lie le créateur à son client. Soucieux de la valeur d'usage de la construction et de son prix, le commanditaire tend à imposer un cadre restrictif à l'activité créative de l'architecte. Au cœur de ce numéro d'*Etudes de Lettres*, la problématique n'est certes pas nouvelle. Elle a pourtant évolué au cours du temps, en fonction des cadres culturels, sociaux et économiques. Il n'est donc pas sans intérêt de réinscrire la réflexion des auteurEs de ce recueil dans un cadre historique plus large.

Les architectes et la révolution industrielle de la construction

Les années 1850 à 1914, sur lesquelles se focalisent les contributions des auteurEs, sont marquées, en Suisse comme ailleurs en Europe, par un formidable épanouissement du secteur économique de la construction. Les principaux moteurs de cette évolution sont l'industrialisation et

Graphique 1 — Valeur ajoutée dégagée par différentes branches du secteur secondaire de l'économie suisse entre 1851 et 1913 en millions de francs courants.

Source: H. Ritzmann-Blickenstorfer (éd.), *Statistique historique de la Suisse*, p. 866 sq.

ses besoins en infrastructures et bâtiments, la construction de grands réseaux de transport, d'énergie et de communication, l'urbanisation qui s'accélère (notamment stimulée par la destruction des enceintes médiévales) et la construction de bâtiments par les collectivités publiques (écoles, musées, administrations, services publics). Transcrit en chiffres, ce développement est impressionnant. Entre 1851 et 1913, la valeur ajoutée dégagée par la construction explose de 28 à 478 millions de francs courants (graphique 1), alors que sa part au PIB passe de 4,6 % à 11,9 %¹. A l'aube de la Première Guerre mondiale, cette contribution à la richesse nationale est bien supérieure à celles de l'horlogerie (2,6 %), de l'industrie des machines et métaux (4,6 %) ou encore de la banque (2,8 %). En focalisant sur les investissements dans le bâtiment, qui concernent de plus près les architectes, la statistique permet de remonter

1. Selon les estimations dans H. Ritzmann-Blickenstorfer (éd.), *Statistique historique de la Suisse*, p. 866 sq. ; à noter que la progression est un peu moins forte si l'on tient compte de l'inflation, mais cette dernière ne dépasse pas 20 % entre 1851 et 1913.

Graphique 2 — Evolution de l'indice des investissements dans le bâtiment (Hochbauinvestitionen) en Suisse entre 1814 et 1913 (1913 = 100).

Source: H. Ritzmann-Blickenstorfer (éd.), *Statistique historique de la Suisse*, p. 889.

jusqu'au début du XIX^e siècle². L'explosion de la demande n'en est que plus remarquable (graphique 2).

Le dynamisme de la construction a non seulement des effets en retour sur l'évolution sociale et économique, mais encore à l'intérieur même de ce secteur et sur le positionnement social de ses acteurs. Afin de répondre à l'explosion de la demande, un processus d'industrialisation est engagé, débouchant sur de nombreux changements, que ce soit dans les modes de financement (rôle des banques, sociétés immobilières, rôle des collectivités publiques), la division et la spécialisation du travail (architectes, ingénieurs, entrepreneurs, artisans) et les méthodes de construction (mécanisation du chantier, matériaux et techniques de construction, équipements des immeubles). Par ailleurs, l'importance économique prise par la construction rejaillit sur ses acteurs, dont certains gagnent en reconnaissance sociale. C'est le cas des activités d'architecte et d'ingénieur qui se professionnalisent et deviennent très attractives, au point d'attirer les descendants des grandes familles de la bourgeoisie.

2. B. Beck, *Lange Wellen wirtschaftlichen Wachstums in der Schweiz 1814-1913*; H. Ritzmann-Blickenstorfer (éd.), *Statistique historique de la Suisse*, p. 889.

En se penchant sur l'architecte et son client, les contributions de cet ouvrage apportent un éclairage nouveau sur le phénomène de l'industrialisation de la construction en Suisse, en particulier dans la région de l'Arc lémanique. Certes, l'historiographie suisse n'a pas totalement négligé cette problématique, comme en témoigne un bilan récent de Roman Rossfeld³. Toutefois, les recherches se sont focalisées dans certains domaines, laissant des pans entiers de ce secteur dans l'obscurité. De ce point de vue, l'apport principal du numéro d'*Études de Lettres* concerne les sociétés immobilières basées sur le principe de l'actionnariat. De fait, la combinaison des articles de Dave Lüthi, Frédéric Python, Julie Lapointe et Claire Piguet permet de compléter avantageusement les rares études consacrées à ces acteurs dans l'espace romand⁴. Il en ressort que les sociétés immobilières ont largement contribué à la reconfiguration du secteur de la construction au cours du XIX^e siècle. Un autre apport essentiel est la mise en perspective de l'importance du tourisme dans le mouvement d'investissements de cette même période, confirmant les recherches en cours dans ce domaine⁵.

La relation client-architecte

Si les diverses contributions permettent de mieux saisir certains clients d'architectes, elles ne répondent que partiellement aux questionnements posés en introduction, centrés sur la relation entre le commanditaire et son architecte. La faute en revient principalement aux limites des documents qui ont pu être mobilisés par les auteurEs, ceux-ci ne parlant que rarement des rapports entre client et architecte. Cette lacune semble particulièrement difficile à combler concernant les clients privés. Au-delà de ce constat, il est toutefois possible de signaler quelques lignes de force qui se dégagent de l'ensemble des contributions.

La première constatation est que la seconde moitié du XIX^e siècle se caractérise par une différenciation du statut d'architecte et de ses

3. R. Rossfeld, «Handwerk, Gewerbe und Industrie», p. 78.

4. O. Perroux, *La Société Immobilière Genevoise (1853-1903)*; J. Lapointe, *Essor et déclin de la Société immobilière de Caux (1898-1930)*; N. Maillard (dir.), *Beau-Rivage Palace, Histoire(s)*.

5. C. Humair, «The hotel industry and its importance in the technical and economic development of a region».

rapports au client. Alors que les anciennes formes de relations aux privés persistent (Neuenschwander, Huggel, Prod'hom), différents types de rapports de travail apparaissent en lien avec les sociétés immobilières. La création de sociétés par les architectes, à l'exemple de Louis Joël (Lüthi, Prod'hom), est un premier cas de figure. Il serait intéressant d'analyser si ces pratiques se généralisent et dans quelle mesure elles se rapprochent des stratégies d'*Unternehmensgeschäft* développées dans d'autres industries comme l'électrotechnique : fonder des sociétés de financement pour obtenir des commandes. Le second cas de figure est la collaboration des sociétés avec des architectes-entrepreneurs indépendants tels que Gustave Conod et Gustave Wanner (Lüthi). La prise de risque de la construction est alors pleinement assumée par l'architecte, la société ne gérant que les terrains à bâtir. Le troisième cas de figure est celui de la prestation confiée à un architecte indépendant, sous forme d'expertise ou de mandat. A cet égard, la présence d'architectes (Joseph Paul Collart, Georges Rouge, Louis Châtelain) au sein des instances dirigeantes de sociétés est intéressante, mais encore insuffisamment éclairée (Lapointe, Piguët, Lüthi) : sont-ils là en tant qu'actionnaires plaçant leur capital, experts apportant leur *know-how* à la société, ou encore architectes attitrés de la société ? Enfin, l'architecte devient parfois un salarié de la société, comme Francis Gindroz dans le cas de la Société immobilière genevoise (Python). Le métier d'architecte perd alors sa qualité de profession libérale.

En toute logique, ces différents statuts influencent fortement la question de la marge de manœuvre de l'architecte vis-à-vis de son commanditaire. A ce propos, les contributions ne permettent pas de tirer des conclusions définitives et généralisantes. Alors que Dave Lüthi estime que la liberté de l'architecte s'accroît à la fin du XIX^e siècle, d'autres auteurs insistent sur les importantes contraintes imposées au créateur (Huggel, Python). Il apparaît notamment que le projet architectural étant plus orienté vers le profit, et standardisé pour répondre à une demande anonyme, le programme fait la part belle à la valeur d'usage et ne laisse que peu de place à la création. Dans le cadre de la Société immobilière genevoise, la division du travail fait perdre à l'architecte le contrôle global du chantier qui est désormais partagé avec l'ingénieur. Comme le relève Frédéric Python, la possibilité d'un hiatus entre le discours des architectes, en quête d'une autonomie maximale, et les réalités de leur pratique, dans un secteur de la construction en pleine

mutation, doit donc être envisagée. Comme l'ont déjà montré certaines études de cas, il faut encore souligner que la marge de manœuvre réelle de l'architecte ne dépend pas seulement de son statut professionnel, mais également de sa provenance sociale et de ses réseaux socio-politiques⁶.

Le dernier questionnement important de l'ouvrage concerne le choix de l'architecte. En d'autres termes, en fonction de quels critères le client sélectionne-t-il son architecte? Est-il sensible à l'esthétique développée, aux diplômes obtenus, à l'expérience acquise dans un domaine de construction, aux prix pratiqués ou encore aux liens sociaux? Malheureusement, les éléments de réponse restent peu nombreux. En filigrane, un élément apparaît toutefois dans la plupart des contributions, à savoir l'importance des réseaux familiaux et de sociabilité, qu'elle soit politique, militaire, culturelle ou religieuse. La densité des informations concernant l'Arc lémanique permet notamment de souligner la domination du marché de l'immobilier privé par les grandes familles libérales et conservatrices d'obédience protestante et principalement libriste dans le canton de Vaud. Dans une large mesure, ces milieux font appel à des architectes qui s'insèrent dans la même sphère socio-politique, à l'exception notable de la famille Mercier qui emploie régulièrement Francis Isoz, radical issu de l'Eglise nationale (Neuenschwander). Sans une analyse plus systématique du champ immobilier, il est toutefois difficile de déterminer si cette tendance lourde n'est pas le résultat d'un effet d'optique dû aux choix de sources des auteurEs. Il serait par ailleurs intéressant de déterminer dans quelle mesure une dichotomie s'instaure entre immobilier privé et immobilier public, ce dernier étant largement sous l'emprise du radicalisme dans les cantons de Vaud et de Genève⁷.

Quelques pistes de recherche

Au terme de cette postface, il paraît encore intéressant de relever deux pistes de recherche amorcées par ce recueil. La première est la gestion des nouvelles techniques de construction (béton armé, armatures en métal,

6. Voir les contributions de D. Ripoll, «Plans de carrière» et N. Maillard, «Singulier / Pluriel».

7. L'article de Sachiko Mikami consacré à l'architecte Louis Wenger est intéressant dans cette perspective: S. Mikami, «Louis Wenger (1809-1861)».

couverture en asphalte). Quel rôle jouent les architectes dans l'introduction et la diffusion de ces innovations? Sont-ils plutôt pionniers ou réagissent-ils aux sollicitations des clients, des ingénieurs et des entrepreneurs? Bien que deux études de cas soulignent le rôle joué par le client dans le processus innovant (Huggel, Neuenschwander), ces questions restent ouvertes et à investiguer. Il faudrait notamment comprendre les motivations des différents acteurs à mobiliser de nouvelles techniques, qui peuvent être économiques mais aussi symboliques. Cette problématique, qui est au cœur du rapport que les architectes entretiennent avec les ingénieurs, détenteurs du savoir-faire technique, permettrait notamment de mieux comprendre le fonctionnement de ce binôme et son évolution.

Une deuxième question mériterait d'être problématisée de manière plus approfondie. Il s'agit du rapport entretenu par l'architecte, ainsi que les autres acteurs du bâtiment, avec la sphère politique. Bien que les collectivités publiques ne soient que marginalement abordées ici en tant que clients de l'architecte – ce qui peut paraître étonnant vu l'accroissement des bâtiments officiels et les possibilités documentaires offertes par les archives publiques –, la dimension politique est omniprésente tout au long des contributions. Hormis leur fonction d'importants commanditaires, les collectivités publiques jouent en effet un rôle crucial dans le mouvement d'industrialisation de la construction, à travers l'instauration des conditions-cadres du secteur (expropriation, règlements de construction, fiscalité, aide au financement, mise à disposition d'infrastructures, etc.). Le cas neuchâtelois est particulièrement éclairant à ce propos (Piguet), puisque les autorités fonctionnent comme moteur de la constitution de sociétés immobilières en participant à leur financement et en instaurant une fiscalité avantageuse. A Lausanne (Prod'hom, Lüthi), l'intervention de la commune semble moindre, mais les milieux de l'immobilier bénéficient tout de même de services importants, permettant de viabiliser les espaces à construire (routes, réseaux d'eau, etc.). Une complémentarité entre action publique et privée semble donc s'instaurer, dont les modalités varient d'une ville à l'autre. Apparente à travers plusieurs exemples de promoteurs immobiliers et d'architectes (Edouard Dapples, Louis Joël, Georges Rouge, Joseph Paul Collart), l'osmose entre milieux de la construction et sphère politique constitue sans doute une clef de lecture importante de la transformation du secteur de la construction durant la seconde moitié du XIX^e siècle. Encore

insuffisamment investiguée⁸, cette problématique pourrait notamment être abordée par le biais des sociétés d'architectes, d'ingénieurs, d'entrepreneurs et de promoteurs immobiliers et de leurs rapports avec les collectivités publiques.

Cédric HUMAIR

Maître d'enseignement et de recherche
Section d'histoire, Université de Lausanne

8. D. Lüthi, *La construction de l'architecte*, p. 59-62.

BIBLIOGRAPHIE

- BECK, Bernhard, *Lange Wellen wirtschaftlichen Wachstums in der Schweiz 1814-1913. Eine Untersuchung der Hochbauinvestitionen und ihrer Bestimmungsgründen*, Bern, P. Haupt, 1983.
- HUMAIR, Cédric, « The hotel industry and its importance in the technical and economic development of a region : the Lake Geneva case (1852-1914) », paper presented at the XVth World Economic History Congress. Session Hotel industry in a long historical perspective : forms, governance and actors (18th-21st centuries), Utrecht, 2009.
- LAPOINTE, Julie, *Essor et déclin de la Société immobilière de Caux (1898-1930). Regard sur l'histoire touristique d'une station d'altitude*, mémoire de licence, Université de Lausanne, 2008.
- LÜTHI, Dave, *La construction de l'architecte. Histoire d'une profession en Suisse romande 1800-1940*, Neuchâtel, Alphil, 2010.
- LÜTHI, Dave et CASSINA, Gaëtan (éds), *La profession d'architecte en Suisse romande (XVI^e – XX^e siècle)*, *Etudes de Lettres*, 2009/1 (2009).
- MAILLARD, Nadja (dir.), *Beau-Rivage Palace, Histoire(s)*, Lausanne, Infolio, 2008.
- , « Singulier / Pluriel », in *La profession d'architecte en Suisse romande (XVI^e – XX^e siècle)*, éds Dave Lüthi et Gaëtan Cassina, *Etudes de Lettres*, 2009/1 (2009), p. 163-187.
- MIKAMI, Sachiko, « Louis Wenger (1809-1861). Entre architecture et politique », in *La profession d'architecte en Suisse romande (XVI^e – XX^e siècle)*, éds Dave Lüthi et Gaëtan Cassina, *Etudes de Lettres*, 2009/1 (2009), p. 89-115.
- PERROUX, Olivier, *La Société Immobilière Genevoise (1853-1903). Les premières années d'un acteur de l'agrandissement de la ville de Genève*, mémoire de diplôme, Université de Genève, 1996.
- RIPOLL, David, « Plans de carrière : Charles Boissonnas et Antoine Feltmann, architectes (Genève, 2^e moitié du XIX^e siècle) », in *La profession d'architecte en Suisse romande (XVI^e – XX^e siècle)*, éds

Dave Lüthi et Gaëtan Cassina, *Etudes de Lettres*, 2009/1 (2009), p. 117-143.

RITZMANN-BLICKENSTORFER, Heiner (éd.), *Statistique historique de la Suisse*, Zurich, Chronos, 1996.

ROSSFELD, Roman, « Handwerk, Gewerbe und Industrie. Die schweizerische Binnenwirtschaft im 19. und 20. Jahrhundert », *Traverse*, 2010/1 (2010), p. 75-102.